

DOSSIER

Le territoire vécu par et dans l'agriculture : étude de la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Sabrina Tremblay^a, Flora Narac^bDOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n2.1960>

RÉSUMÉ. Cette étude de cas qualitative s'intéresse au concept de multifonctionnalité de l'agriculture (MFA) à partir du cadre théorique élaboré par Wilson (2007, 2009). Le cas étudié est celui de la municipalité régionale de comté (MRC) de Maria-Chapdelaine, dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dans la province du Québec, au Canada. Des entretiens de recherche individuels et de groupe, des observations participantes ainsi qu'une revue documentaire ont été réalisés en 2023-2024. Nos résultats suggèrent une bonne reconnaissance des différentes fonctions de l'agriculture par les participants. Par contre, la plupart estiment devoir augmenter leurs connaissances sur le sujet. Le concept de MFA s'est révélé difficile à saisir pour plusieurs répondants, ce qui a compliqué l'identification des fonctions. Nous suggérons que les recherches futures aient recours à une approche méthodologique la moins normative possible pour faciliter l'identification des fonctions.

Mots clés : Multifonction, rôle, agriculture, région, Québec, étude qualitative

ABSTRACT. *This qualitative case study aims to investigate the concept of multifunctionality in agriculture based on the theoretical framework of Wilson (2007, 2009). The case studied is the Maria-Chapdelaine regional county municipality, in the Saguenay–Lac-Saint-Jean administrative region, in the province of Quebec, in Canada. Individual and group research interviews, participant observations, as well as a literature review were performed during 2023-2024. Our results suggest a good recognition of the multiple functions of agriculture by the participants. On the other hand, most feel they need to increase their knowledge on the subject. The concept of multifunctionality in agriculture proved to be difficult to grasp for several respondents, which complicated the identification of functions. We suggest that future research uses a methodological approach that is as non-prescriptive as possible to facilitate the identification of diverse functions.*

Key words: *Multifunction, role, agriculture, region, Quebec, qualitative study*

Introduction

L'agriculture est une activité sociale qui est intimement rattachée au territoire. Activité sociale, car elle propose un contrat social plus ou moins conscient qui relie les acteurs du monde agricole au reste de la société par leur engagement à nourrir le monde (Stoessel-Ritz, 2017). Puisqu'elle se réalise en

^a Ph. D., professeure, Département des sciences humaines et sociales, Université du Québec à Chicoutimi

^b Étudiante à la maîtrise en études et interventions régionales, Département des sciences humaines et sociales, Université du Québec à Chicoutimi

proximité avec la terre, elle en est aussi fortement dépendante. L'utilisation du sol pour la culture et pour l'élevage de plantes et d'animaux domestiqués a nécessairement des impacts sur le paysage (Harris et Fuller, 2014) et sur les relations qui le traversent (Rieutort, 2009). Considérer ainsi l'agriculture comme une appropriation du territoire, ce concept qui lie l'espace, ses dynamiques relationnelles et les activités qui en découlent (Moine et Sorita, 2015), n'est sans doute pas infondé ni exagéré.

Or, le développement de l'agriculture s'est fait, au cours des dernières décennies, au détriment du développement des collectivités rurales, c'est-à-dire, selon Jean (1997), qu'elle a contribué à la marginalisation des espaces ruraux dans leur globalité. Alors que le secteur agricole est affecté depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par des changements structurels qui tiraillent ses acteurs entre le local et le mondial, on constate que, bien qu'il reste un secteur structurant, il perd lentement son rôle dominant en milieu rural (Torre et Filippi, 2005).

En fait, Parent (2013) relève trois grandes ruptures entre le monde rural et l'agriculture. D'abord, le sous-développement des espaces ruraux éloignés au profit des milieux où se concentrent des exploitations agricoles ultraperformantes. Ensuite, et en corollaire du précédent, une rupture entre les ressources naturelles et l'agriculture, par un modèle d'exploitation non durable. Enfin, une rupture entre l'agriculture et l'alimentation, qui éloigne les productions des marchés locaux et des consommateurs.

De fait, la perception du monde rural et de l'agriculture a largement évolué ces dernières décennies. Alors qu'avec l'agriculture d'avant la Seconde Guerre mondiale, la triple vocation de protection écologique, familiale et économique était largement reconnue, le développement du modèle d'agriculture intensive a occulté dans une grande mesure les deux premières vocations, au profit de celle économique (Handfield, 2010).

Poussé toutefois par les pressions du mouvement social environnementaliste et par les limites du modèle, le monde de l'agriculture a dû s'engager, dans les années 1990, dans des réflexions profondes sur sa nature, sur ses fonctions et sur ses objectifs à plus long terme. Pour Wilson (2007), il s'est engagé sur un spectre transitionnel qui le mène graduellement d'un modèle productiviste de l'agriculture – associé largement au modèle fordiste de production agricole industrielle soutenue par l'État – vers un modèle non productiviste plus durable et ancré dans des décisions endogènes. Reconnaisable à la fois dans les actions concrètes et dans les réflexions, cette transition se manifeste dans la multifonctionnalité de l'agriculture (MFA), de la ferme à l'échelle nationale, voire mondiale (Wilson, 2009).

De façon très générale, la multifonctionnalité réfère à toutes les autres fonctions de l'agriculture autres que celle de la production agroalimentaire et de la fibre (OCDE, 2001). De façon plus précise, on parle des multiples fonctions de l'agriculture par rapport à l'usage des territoires; aux pratiques et réflexions et leurs effets sur les espaces ruraux; ainsi qu'aux conceptions que la société entretient envers ces milieux et l'agriculture en général (Ploeg et Roep, 2003).

Ce concept a soulevé de nombreux débats, particulièrement en matière de développement de politiques publiques liées à l'agriculture. Il a créé beaucoup d'attentes et d'espoirs envers des politiques mieux adaptées et une reconnaissance plus grande du monde rural agricole. Or, selon Wilson (2009), le concept s'est engagé de façon pernicieuse sur la voie de la normativité, au lieu de servir les réels intérêts et besoins du monde rural agricole. Appliqué tous azimuts, le concept de multifonctionnalité s'est déraciné des territoires, en plus de laisser entendre que tous les milieux confondus, sans égard aux particularités locales et aux acteurs en présence, expérimentent la transition des fonctions de leur agriculture au même rythme et de la même manière (Wilson, 2007). Pourtant, les recherches des dernières années démontrent bien l'illogisme de cette assertion : en la matière, chaque territoire est unique, suit son propre rythme de développement et a ses propres fonctions (Clark, 2006; Wilson, 2009; Ragkos et collab., 2015).

Cet article vise à mieux comprendre comment la MFA peut se vivre et se manifester à l'échelle locale et sur une période donnée. À partir de l'étude du cas de la MRC de Maria-Chapdelaine au Saguenay–Lac-Saint-Jean, nous proposons d'abord de comprendre l'évolution des fonctions agricoles du territoire depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, puis de dégager les fonctions attendues de l'agriculture locale dans une perspective de développement du territoire. Ce faisant, ce texte se distingue des autres par les éléments suivants : il propose de s'intéresser à la MFA à partir d'un cadre théorique dynamique horizontalement (temps) et verticalement (échelons territoriaux). Ensuite, il propose des résultats basés sur les représentations de différents types de participants, tous des parties prenantes de l'activité agricole, en amont ou en aval.

L'article s'articule en six sections. La première présente la revue de littérature pertinente. Les deuxième et troisième sections décrivent respectivement le cadre théorique et l'approche méthodologique. La quatrième section présente les principaux résultats de notre étude. La cinquième section propose une discussion des résultats. Enfin, la conclusion revient sur les principaux résultats, présente les limites de l'étude et les implications pour la recherche future.

1. Revue de littérature

La MFA telle qu'elle est comprise aujourd'hui est un concept bien documenté depuis les années 1980. Cette reconnaissance n'est pas non plus nouvelle, car, dans des textes qui remontent d'aussi loin que la Renaissance, on faisait déjà référence aux multiples apports de cette activité pour les sociétés humaines (Mundler, 2010). La MFA est monopolisée par plusieurs disciplines, aussi issues des sciences humaines et sociales que naturelles. Ce faisant, elle est tiraillée tant par ses définitions que par ses finalités.

Aumand et ses collègues (2005) classifient huit grandes conceptions de la MFA retrouvées dans la littérature :

1. liens entre la production agroalimentaire et le bien public;
2. impacts de l'agriculture sur les espaces ruraux;
3. liens complémentaires ou conflictuels entre la production et l'identité rurale;
4. techniques et pratiques novatrices des agriculteurs;
5. rôles multiples des espaces ruraux;
6. adaptations aux demandes sociétales en matière de production agricole durable;
7. attentes de la société envers l'agriculture; et
8. gouvernance, politiques publiques et multifonctionnalité.

À travers ces huit conceptions, les auteurs relèvent que les fonctions de l'agriculture identifiées sont liées à la protection de l'environnement et des écosystèmes (eau, forêts, milieux humides, etc.); aux politiques sociales (p. ex., sécurité alimentaire); aux politiques d'aménagement du territoire (occupation du territoire, étalement urbain, protection des terres agricoles et du patrimoine naturel); aux considérations du développement durable et de la transition socioécologique; au tourisme et à l'agrotourisme; et à la culture, aux traditions et au folklore locaux.

Pour sa part, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2007) préfère parler de *rôles*, plutôt que de fonctions de l'agriculture, c'est-à-dire de « la fonction que l'agriculture a – ou est attendue d'avoir – dans la société » (p. 3, trad. libre). Elle distingue les rôles directs (p. ex., production agroalimentaire) des rôles indirects (p. ex., occupation dynamique du territoire.). Ces rôles seraient variables selon le stade de développement des milieux et du revenu par personne des habitants des milieux. En clair, moins le milieu est développé, plus grande est l'attention portée au rôle lié à la sécurité alimentaire. Dans les milieux plus développés, ce sont les considérations environnementales et socioculturelles qui prévalent (FAO, 2007).

Dans les recherches et publications québécoises portant sur la MFA, les diverses fonctions recensées sont essentiellement toujours les mêmes : de production, culturelle, environnementale, sociale et économique (Handfield, 2010; Mundler, 2010; MAMROT, 2011; Mundler et Ruiz, 2015; Doucet, 2020). Leur reconnaissance est toutefois variable et s'explique, selon Décary-Gilardeau (2011), par le fait qu'elles sont le résultat des transactions relationnelles de différents acteurs du milieu. Ainsi, selon cet auteur, il est tout à fait possible et même probable que la vision et les méthodes d'application des fonctions de l'agriculture, selon les acteurs en jeu, soient variées et parfois même contradictoires.

Cependant, les catégories en tant que telles, considérant qu'elles ne sont au final que des constructions sociales (Handfield, 2010), ont moins d'importance que de les mettre en relation avec leur environnement, c'est-à-dire le territoire dans lequel elles se déploient (Mundler et Ruiz, 2015).

Pour sa part, Doucet (2020) ajoute que la dimension de la mise en dialogue des différentes parties prenantes liée à l'agriculture doit être au cœur des interrogations en lien avec la MFA. La concertation qui en découle peut se vivre à travers les instances de concertation (p. ex., tables agroalimentaires), les entreprises d'économie sociale (particulièrement celles avec un membrariat diversifié) et la réalisation de projets collectifs à visée locale ou régionale. Les plans de développement de la zone agricole (PDZA), que toutes les MRC doivent mettre en place sur leur territoire, sont de bons exemples de cette mise en dialogue à une échelle territoriale.

Il faut noter que la MFA est souvent traitée simultanément (ou de façon interchangeable) avec la multifonctionnalité des territoires ruraux (Mollard, 2003; Cayre et collab., 2004; Cairol et collab., 2006). Puisque les liens entre agriculture et ruralité sont très étroits, cela n'est guère étonnant. Cependant, comme le mentionne Mollard (2003), il est prudent de ne pas diluer la notion de MFA dans celle du territoire, de peur de perdre des repères méthodologiques qui nous permettent de bien circonscrire la MFA, une notion qui n'est pas toujours claire à la base (Mundler et Ruiz, 2015). À cet égard, toujours selon Mollard (2013), il faut garder en tête que les externalités de l'agriculture se réalisent minimalement entre deux agents, donc qu'elles ont une finalité éminemment relationnelle, par opposition à une conception qui la rendrait statique dans le paysage.

2. Cadre théorique

Le cadre théorique retenu est celui de la multifonctionnalité de l'agriculture de Wilson (2007), car il aborde la question territoriale et ses échelles dans ses analyses. L'auteur conçoit la multifonctionnalité comme la principale manifestation des transitions dans lesquels les espaces ruraux se sont engagés sur continuum, allant d'un modèle productiviste (modèle P) axé sur la fonction unique (et imposée par des politiques et impératifs économiques) de la production alimentaire et de la fibre, vers un modèle non productiviste (modèle N-P) caractérisé par une préoccupation pour les aspects de la production agroalimentaire, social, économique, culturel et environnemental de l'agriculture et par une plus forte capacité d'agentivité (modèle P/N-P) (voir figure 1).

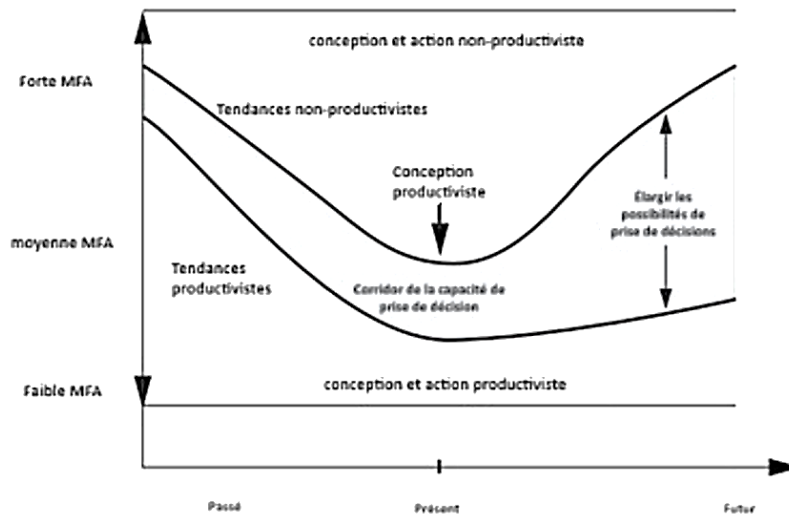


Figure 1 – Modèle P/N-P des pays développés
Source : Wilson (2007, p. 301)

Le modèle de Wilson affiné quelques années plus tard prend en outre en considération la composition multipartite de la multifonctionnalité ainsi que les différentes échelles d'action et de réflexion (voir figure 2). En clair, plus on s'éloigne de l'échelle de la ferme, moins les fonctions de l'agriculture se manifestent clairement. Elles sont aussi variables d'une époque à l'autre ou dans des dynamiques relationnelles particulières (p. ex., entre agriculteurs et consommateurs par rapport aux agriculteurs et élus).

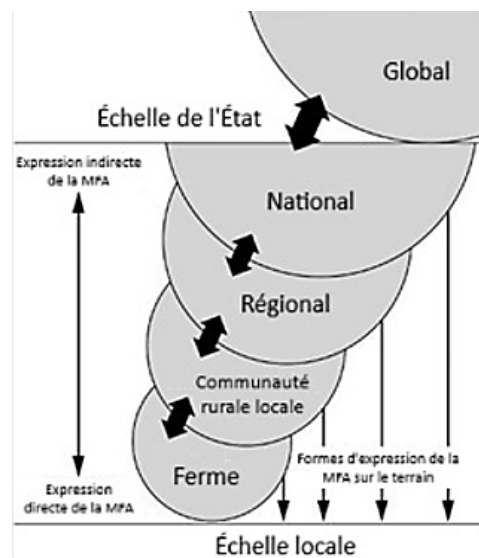


Figure 2 – Échelles spatiales de la multifonctionnalité
Source : Wilson (2009, p. 272)

La perspective de Wilson (2007, 2009), très ancrée dans les particularités locales, tout en prenant en considération une perspective plus globale de la MFA, sera d'une aide manifeste pour atteindre les objectifs de notre étude.

3. Méthodologie

Notre étude, autorisée par le Comité d'éthique de la recherche de l'UQAC (n° 2023-1348), a été réalisée en 2023 et 2024. Il s'agit d'une recherche qualitative de type étude de cas exploratoire située dans le spectre de la recherche participative.

La méthode de l'étude de cas exploratoire (Yin, 2018) est ici favorisée, car elle vise à étudier un phénomène peu connu, documenté (la multifonctionnalité de l'agriculture sur le continuum P/N-P) et fortement ancré dans un territoire précis.

Le spectre de la recherche participative est pour sa part retenu dans un souci de relier les chercheurs et les praticiens avec « leurs savoirs et leurs méthodes afin de réaliser des recherches autant pertinentes pour le milieu universitaire et les milieux de pratique » (Réseau québécois de recherche partenariale, 2007, p. 7). Ici, la détermination de l'objet de recherche et des objectifs spécifiques ainsi que la cueillette de données ont toutes été décidées ou réalisées conjointement avec la MRC de Maria-Chapdelaine. Cette méthode permet, d'une part, de reconnaître le savoir expérientiel des partenaires et participants de la recherche et, d'autre part, de les placer au cœur du processus et de s'assurer que la recherche répond bien aux besoins exprimés par le milieu (Lincoln et collab., 2011).

3.1 Cas à l'étude

Le cas à l'étude est celui de la MRC de Maria-Chapdelaine, située dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans la province du Québec, au Canada. Selon le *Plan de développement des activités agricoles* (PDAA) de 2020-2025 (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020), ce territoire comptait 24 451 personnes en 2019, réparties sur un territoire de 35 515 km², ce qui en fait l'un des territoires les moins peuplés du Québec (0,7 hab./km², contre une moyenne provinciale de 6,5 hab./km²). La MRC fait face à un dépeuplement constant depuis les années 1980, ce qui se répercute nécessairement sur la main-d'œuvre et sur la relève agricole.

L'économie du milieu est fortement tournée vers l'industrie primaire (foresterie et agriculture), mais la majorité des emplois (69 %) se retrouvent dans le secteur tertiaire. Selon les données, il y a 314 entreprises agricoles générant un revenu total de 78 millions de dollars. Les quatre principaux secteurs de production sont : la production laitière (38 % des revenus agricoles régionaux); la production de bleuets (20 %); la production de pommes de terre (16 %); et la production de céréales, oléagineux, légumineuses et autres grains (10 %).

3.2 Méthode d'échantillonnage et de recrutement

Les participants aux entretiens de recherche individuels sont de trois types :

1. *Agriculteurs* : Personnes qui œuvrent dans la production agroalimentaire dans la MRC de Maria-Chapdelaine;
2. *Consommateurs* : Personnes citoyennes de la MRC qui achètent et consomment des produits agroalimentaires pour leur propre consommation ou celle de leur famille;
3. *Acteurs du développement* : Personnes élues, agents de développement, fonctionnaires de l'un des ministères présents dans la région (p. ex., ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ou ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation) ou personnes œuvrant dans le domaine de l'agroalimentaire régional.

Puisque la recherche n'a pas un souci de représentativité, l'échantillonnage est de type non probabiliste de convenance, c'est-à-dire que les participants ont été sélectionnés en fonction de leur disponibilité et de leur emplacement (Portney, 2020). Le recrutement des participants s'est réalisé avec l'aide de la MRC. Des annonces ont été publiées sur les réseaux sociaux ou relayées par courriel à des partenaires par les agents de communication de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Les participants aux groupes de discussion étaient des personnes invitées lors de la journée agricole de la MRC de Maria-Chapdelaine tenue en avril 2024 (agriculteurs, élus et autres acteurs locaux liés à l'agriculture et à l'agroalimentaire). La méthode de recrutement retenue a été celle de volontaires (Ouellet et Saint-Jacques, 2000), c'est-à-dire que cette activité a été placée dans le programme de la journée et que les personnes pouvaient décider de se joindre aux groupes de discussion. En tout, 40 personnes ont participé aux groupes de discussion, répartis en 6 tables de discussion.

3.3 Collecte et analyse des données

Quatre sources de données ont été retenues pour permettre la triangulation du phénomène à l'étude, pour amoindrir les biais des chercheuses et pour améliorer la scientificité de la recherche (Stake, 1995; Compton-Lilly, 2013).

D'abord, des entretiens individuels semi-dirigés de 90 minutes ont été conduits avec les répondants. Un guide d'entretien d'environ 40 questions a été élaboré pour chaque type de participants. Les thèmes abordés portaient sur leurs liens avec le territoire, sur leurs liens avec l'agriculture et sur leur vision personnelle des fonctions de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine.

Ensuite, des entretiens de groupe ont été réalisés. Un guide d'entretien de quatre questions ouvertes a été élaboré. Les questions portaient sur le portrait actuel et futur de l'agriculture locale.

Les deux autres sources de données concernent d'abord l'observation participante. Une dizaine de périodes d'observation ont été réalisées durant des événements collectifs locaux (festival, marché public, etc.). Les observations ont été consignées dans un journal de bord.

Enfin, l'analyse des divers documents liés à l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (PDZA, rapports, articles dans les journaux locaux) a aussi été réalisée.

Toutes les informations recueillies ont été analysées avec le logiciel NVivo 12. Le processus d'analyse qualitative a été réalisé selon les étapes définies par Paillé et Mucchielli (2021) : la préparation de l'analyse, la définition des unités d'analyse, le codage, le traitement des données, l'analyse et l'interprétation des données. Afin de faire ressortir la singularité des propos, les données ont fait l'objet d'une analyse verticale (par type de participants) et transversale (tous les participants).

Profil sociodémographique des répondants aux entretiens individuels

Au total, 31 personnes ont participé aux entretiens individuels. Notre échantillon comporte un peu plus de femmes (n=16) que d'hommes (n=15). Toutefois, au sein de chaque catégorie de participants, il y a des écarts plus marqués, car il y a une majorité d'hommes chez les agriculteurs (7/11) et chez les acteurs du développement (6/10), tandis que la quasi-totalité des consommateurs sont des femmes (9/10). En plus grande proportion, les participants sont âgés de 18 ans à 49 ans (54,8 %), tandis que les autres (44,3 %) sont âgés de plus de 50 ans. Concernant le plus haut niveau d'étude atteint, 19,4 % des personnes détiennent un diplôme d'études secondaires, 32,3 % un diplôme d'études collégiales ou encore un diplôme d'études universitaires, soit le baccalauréat (25,8 %) ou la maîtrise (22,6 %).

4. Résultats

Les résultats sont présentés selon les différentes fonctions de l'agriculture observées au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine : de production, économique, environnementale, sociale, culturelle et de gouvernance.

4.1 Fonction de production

La fonction de production a été abordée à la fois sous l'angle de production alimentaire, puis de production au sens économique du terme. L'importance de l'agriculture pour nourrir la population est mentionnée par les trois types de répondants. Toutefois, la majorité des consommateurs connaissent peu la destination des aliments produits au sein de la MRC : *« Je ne sais pas à quel point les produits qu'on produit ici, on les mange vraiment ou on les exporte en majorité. C'est dur à dire pour moi. »* (Entretien 3.8)

Pour les acteurs du développement, c'est plus clair : les productions agricoles au sein de la MRC sont en majorité exportées. La fonction alimentaire de l'agriculture au sein de la MRC est donc moindre par rapport à sa fonction économique. Cependant, selon quelques acteurs du développement, cela ne devrait pas être incompatible avec un approvisionnement local de la population : *« Il faut que le monde soit capable d'avoir accès à ce qu'on produit, même si ce n'est pas notre clientèle première. [...] C'est un service parallèle. Est-ce que c'est la fonction première de nourrir la communauté locale, numéro un, là? Sur une liste, je dirais non. Ce serait plus un rôle économique puis de préservation du territoire. »* (Entretien 2.9)

De même, la majorité des consommateurs expriment le souhait de pouvoir consommer plus d'aliments produits localement, par exemple grâce à un plus grand nombre d'entreprises maraîchères. De leur côté, les agriculteurs sont partagés. Pour certains, l'agriculture doit permettre de nourrir toute la population, qu'elle soit nationale ou internationale; pour d'autres, il s'agit d'approvisionner la population locale. Ces opinions divergentes vont de pair avec le type de production des agriculteurs interviewés (p. ex., grandes cultures ou maraîchage). Finalement, les répondants favorables à l'approvisionnement de la population locale par les exploitations agricoles soulignent l'importance d'une plus grande autonomie alimentaire du territoire de la MRC. Quelques agriculteurs et acteurs du développement évoquent également la notion de sécurité alimentaire.

Enfin, selon quelques agriculteurs et acteurs du développement, la fonction alimentaire est considérée, à tort, comme acquise. Ainsi, un agriculteur exhorte à ne pas oublier que, lorsque le territoire agricole est menacé, c'est en fait le garde-manger du Québec qui est menacé. Un agriculteur et un acteur du développement craignent que les terres soient achetées par des propriétaires étrangers au milieu agricole. Ces personnes peuvent poursuivre des intérêts différents de la production, tels que la spéculation, menant à une sous-exploitation ou même à une inculture des terres agricoles.

4.2 Fonction économique

La fonction économique correspond à la création de richesse. Les agriculteurs et les acteurs du développement apportent beaucoup d'éléments sur cette fonction, tandis que les consommateurs restent plus succincts et moins spécifiques.

La majorité des trois types de répondants expliquent que l'agriculture génère de la richesse par la vente de la production. Cela permet aux agriculteurs de percevoir un salaire, ce qui n'a pas toujours été le cas : *« Avant, on faisait de l'agriculture comme si c'était un jardin, un petit à-côté, mais il fallait aller chercher l'argent ailleurs, à l'extérieur. Puis, on a commencé à en faire une agriculture qui peut nourrir son monde, qui peut faire vivre son monde. »* (Entretien 1.1)

Cependant, les trois types de participants reconnaissent les difficultés financières que connaissent de nombreux producteurs en lien avec la crise financière (augmentation du prix des intrants), avec les nouvelles normes gouvernementales (respect de l'environnement, bien-être animal) ou encore avec la crise climatique (impacts des grandes variations climatiques sur les récoltes).

Les agriculteurs et les acteurs du développement présentent l'agriculture comme un secteur qui dynamise l'économie locale. Certains rappellent que la production laitière, de bleuets et de pommes de terre sont des industries économiquement significatives pour le milieu, même si elles ne sont pas assez reconnues par rapport à l'industrie forestière, industrie forte du secteur primaire de la MRC. Un agriculteur ajoute que le développement des activités agricoles permettrait de diversifier l'économie de la MRC, la rendant moins dépendante vis-à-vis de l'industrie forestière. De façon plus précise, des participants des trois catégories expliquent que les entreprises agricoles génèrent de nombreux emplois, directs et indirects, localement : *« On maintient [...] des entreprises locales parce qu'on n'a pas le choix; on cultive la terre présente localement. [...] La demande que cette industrie-là provoque en notaires, comptables, fiscalistes, entretiens, carburants, semenciers, approvisionnement, service-conseil. »* (Entretien 2.6)

La plupart des agriculteurs expliquent préférer faire affaire avec des acteurs économiques locaux, par exemple pour l'achat des nombreux intrants nécessaires à leur activité. Un acteur du développement met de l'avant les importantes dépenses effectuées par les agriculteurs dans les commerces locaux (concessionnaires, quincailleries), permettant de maintenir une offre diversifiée et des prix bas pour la population : *« Les gens ne s'en rendent pas compte, mais le producteur qui va acheter, je sais pas, moi, pour 50 000 \$ de matériaux à la quincaillerie du village, bien, ça fait que la quincaillerie, avec ce volume d'affaires, elle peut offrir de meilleurs prix à sa population. »* (Entretien 2.7)

Par ailleurs, la majorité des entreprises agricoles réalisent de gros investissements, ce qui représente des retombées financières importantes pour le territoire.

Il a été mentionné par les trois types de participants que les agriculteurs possèdent une grande expertise liée à la gestion de leur entreprise agricole, ce qui constitue un capital humain. En effet, pour être capables d'assurer la pérennité de leur activité, ils sont formés en agronomie, mais aussi en économie et en création et gestion d'entreprise : *« On est passé de gens qu'on disait des cultivateurs. Ils cultivaient la terre pour leurs propres besoins, faire vivre leur famille, puis ils vendaient le reste. Après ça, ils sont devenus des agriculteurs. Puis là, maintenant, en 2023, ce n'est même plus des agriculteurs : c'est des entrepreneurs agricoles parce qu'à la grosseur d'entreprise qu'ils ont, ils ont les mêmes défis que les entreprises dans un autre domaine. »* (Entretien 2.6)

Un acteur précise que les entreprises agricoles étant physiquement liées au sol, toutes ces expertises sont maintenues en région.

Un agriculteur rappelle que l'agriculture, par le travail du sol, permet d'améliorer les qualités agronomiques de ce sol et, donc, d'augmenter la valeur économique de la terre. En outre, agriculteurs et acteurs du développement expliquent que les exploitants agricoles paient une taxe foncière basée sur la valeur de la terre. Cette taxe constitue une part importante du financement des municipalités : *« Au Québec, on marche avec des taxes foncières, la taxation de chaque propriété. Ça fait que, quand on améliore les propriétés, qu'on les enrichit, nos municipalités en tirent plus de profits, donc plus de services à toute la population. »* (Entretien 1.6)

« Si on enlevait l'ensemble des taxes qui sont payées par les producteurs agricoles [...], les municipalités feraient faillite du jour au lendemain. C'est définitif. » (Entretien 1.10)

Cela étant, les trois types de répondants observent la forte augmentation du prix des terres agricoles ces dernières années. Quelques agriculteurs, acteurs du développement et un consommateur expliquent que cela favorise leur achat par de grandes entreprises, ce qui défavorise la reprise ou le démarrage d'activités agricoles à une échelle plus modeste. Quelques agriculteurs interviewés précisent d'ailleurs qu'ils n'auraient pas pu acheter leurs terres et démarrer leur entreprise dans le contexte actuel. Selon un agriculteur, plus une entreprise est grande, plus sa mission économique est importante et plus son administration est géographiquement éloignée des terres agricoles en question. Ces deux facteurs entraînent une déresponsabilisation vis-à-vis du territoire, sur les aspects économique (bénéfices réinvestis à l'extérieur du territoire), environnemental, social et aussi de gouvernance : « *Les agriculteurs vont devenir des grosses entreprises qui souvent ne resteront pas dans la région. [...] À un moment donné, ça devient des conseils d'administration, puis quand tu es nommé sur un conseil d'administration, tu as une raison : c'est d'avoir des revenus d'entreprise. Puis, souvent, on le voit dans les grandes grandes entreprises, tous les moyens sont bons.* » (Entretien 1.6)

Quelques agriculteurs et un acteur du développement ajoutent qu'il est possible que des acheteurs ne possèdent aucun lien avec le milieu agricole et désirent s'enrichir en spéculant sur la valeur des terres : « *On voit que plusieurs terres, plusieurs fermes se font acheter par des investisseurs un peu plus grands, un peu moins attachés au milieu. [...] Quand ils achètent des fermes, souvent, elles deviennent innocuées.* » (Entretien 2.8)

Malgré cette menace grandissante, un agriculteur et un acteur du développement rappellent que les agriculteurs de la région et du Québec sont encore souvent propriétaires de leurs terres, ce qui est une force pour le territoire. Quelques agriculteurs sont favorables à l'augmentation du prix des terres agricoles. Cela encouragerait les agriculteurs à améliorer la qualité de leurs terres avant d'en acheter de nouvelles et aussi les agriculteurs en fin de carrière à vendre leurs terres plutôt qu'à les louer, favorisant la création d'entreprises.

Finalement, l'agriculture permet de générer du tourisme. Quelques répondants issus des trois catégories reconnaissent l'intérêt de l'agrotourisme (p. ex., autour de la production de bleuets) pour le développement économique de la MRC. Un certain nombre de parcelles agricoles sont déjà parcourues par les motoneigistes en hiver : « *Ces gens-là qui viennent de l'extérieur dépenser en région, coucher à l'hôtel, manger au restaurant, dans la période où il n'y a pas beaucoup de touristes, ça permet peut-être justement au dépanneur du village de rester ouvert, à la petite auberge de rester ouverte, ces choses-là. Grâce à qui? Aux producteurs qui acceptent que les gens passent sur leurs terres.* » (Entretien 2.7)

Quelques répondants souhaitent même voir l'agrotourisme se développer. Or, quelques agriculteurs sont plus mitigés sur l'intérêt et sur la faisabilité d'une telle activité sur le territoire.

4.3 Fonction environnementale

Selon le discours des participants, la fonction environnementale se décline principalement en deux dimensions : celle de la préservation des écosystèmes et celle liée à la protection et à l'aménagement des paysages.

4.3.1 Préservation des écosystèmes

La majorité des répondants évoquent les effets des activités agricoles sur les écosystèmes, soit la biodiversité et l'environnement physique (air, eau, sol).

Quelques agriculteurs et acteurs du développement exposent les effets positifs de l'agriculture sur les écosystèmes. Les exploitations agricoles permettraient la formation d'écotones, soit des zones de transition entre différents écosystèmes, ainsi que l'aménagement de bandes fleuries, de bandes riveraines ou encore de haies brise-vent. Elles permettraient aussi d'améliorer les propriétés physico-chimiques des sols. Quelques répondants soulignent la possibilité qu'offre l'agriculture de stocker du carbone et, donc, de lutter contre les changements climatiques. Un acteur du développement ajoute que plusieurs agriculteurs de la MRC réalisent également de la foresterie responsable.

Les trois catégories de répondants exposent aussi les effets plus négatifs de l'agriculture sur les écosystèmes, par exemple l'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais chimiques ainsi que la contamination que cela peut entraîner pour le milieu (sol, eau) et pour la biodiversité. Un consommateur estime cependant que l'on peut davantage pardonner à l'agriculture son caractère polluant par rapport aux autres industries, car c'est une activité essentielle, par sa fonction alimentaire.

La majorité des répondants reconnaissent l'évolution des effets des activités agricoles sur l'environnement. Ils constatent l'apparition de nombreux enjeux environnementaux lors de l'industrialisation de l'agriculture et, depuis les dernières décennies, une considération grandissante des impacts environnementaux : « *La génération avant moi puis ma génération, il y a eu de gros écarts, au niveau du respect de la nature. Parce qu'on avait... on mettait la nature à notre service. Aujourd'hui, on nourrit notre terre et elle sert à nous nourrir. C'est complètement différent.* » (Entretien 1.1)

Un acteur du développement souligne qu'autrefois, les rivières de la MRC étaient plus polluées par les différents rejets agricoles. Des agriculteurs expliquent l'amélioration de leurs pratiques par l'acquisition de connaissances et par une meilleure compréhension des impacts de leur activité sur l'environnement. Quelques agriculteurs, quelques acteurs du développement et un consommateur ajoutent que les politiques publiques actuelles encouragent les pratiques respectueuses de l'environnement, avec des normes de plus en plus sévères.

Cependant, de nouveaux facteurs encouragent aussi des pratiques moins respectueuses de l'environnement. Un agriculteur explique qu'avec les difficultés financières grandissantes que connaissent les agriculteurs, ils sont de plus en plus à avoir un second emploi, à l'extérieur de leur exploitation. Ils ont moins de temps à consacrer à leur exploitation et se dirigent vers l'agriculture conventionnelle, moins chronophage.

Aussi, quelques agriculteurs et acteurs du développement expliquent que l'achat des terres par de grandes entreprises ou par des propriétaires ne résidant pas à proximité de leurs terres entraîne une déresponsabilisation par rapport à l'environnement immédiat des terres agricoles.

Finalement, une majorité d'agriculteurs insistent sur le fait que les pratiques agricoles sont fortement influencées par les besoins et envies des consommateurs. « *C'est le consommateur qui dicte tout. En agriculture, on ne fait rien de dommageable : on correspond aux demandes du consommateur.* » (Entretien 1.6)

4.3.2 Protection et aménagement des paysages

Une majorité de participants affirment que l'agriculture participe à l'aménagement et à l'occupation du territoire de la MRC de façon importante : « *Je me doute bien que l'agriculture a forcément eu un grand rôle [...], juste dans la manière dont ça transforme et habite le paysage.* » (Entretien 3.3)

Un acteur du développement explique que les exploitations agricoles sont des entreprises qui déménagent difficilement; elles occupent le territoire dans la durée. En outre, un autre acteur du développement souligne que, contrairement à la foresterie, l'agriculture occupe un territoire situé à proximité des villages. Pour un autre acteur, l'agriculture permet de conserver et de mettre en valeur les particularités géomorphologiques du territoire. Une majorité des trois types de répondants estiment que les activités agricoles permettent de créer de beaux paysages. Ils évoquent la beauté des champs, des bleuetières, des animaux en santé dans un champ ou encore des bâtiments bien entretenus : « *Quand je sors de Dolbeau ou quand je rentre à Dolbeau, je suis entourée par des champs de bleuets, que je trouve magnifiques.* » (Entretien 3.3) Un acteur estime cependant que plusieurs habitants de la MRC regrettent les milieux boisés qui ont été convertis en bleuetières ou en cannebergières.

Quelques acteurs du développement considèrent que l'agriculture permet de donner l'image d'un territoire proche de la nature. Un agriculteur et un acteur du développement mentionnent que cette image, ce cadre de vie attire des citadins qui souhaitent se rapprocher de la nature. Ce phénomène s'observerait depuis une quinzaine d'années dans certaines municipalités de la MRC. Ainsi, selon plusieurs agriculteurs et acteurs du développement, l'agriculture encourage des familles à venir s'installer en région éloignée. Un potentiel qui reste à développer, selon une actrice du développement : « *Je pense qu'on devrait miser là-dessus pour ancrer nos nouveaux résidents.* » (Entretien 2.9)

En outre, cette fonction est menacée par plusieurs facteurs. Dans un premier temps, les agriculteurs et quelques consommateurs s'inquiètent du dézonage des terres agricoles au profit de l'étalement urbain. Des acteurs du développement font tout de même remarquer que, puisque la MRC se situe en région éloignée, la pression y est moins forte. En outre, les municipalités seraient de plus en plus sensibles à la protection du territoire agricole.

Dans un deuxième temps, quelques agriculteurs et acteurs du développement observent des terres agricoles qui retournent à l'état de friche. Cela peut concerner des terres défrichées lors de la colonisation, mais qui sont en réalité peu productives. Ou bien cela peut concerner des terres achetées par des propriétaires ne provenant pas du milieu agricole qui possèdent des objectifs différents de la production (spéculation, dézonage des terres agricoles).

Dans un troisième temps, plusieurs agriculteurs craignent que des terres de la MRC fassent l'objet de projets de reboisement permettant l'obtention de crédits-carbone. Les acteurs du développement sont plus partagés; certains trouvent cette mesure intéressante pour des parcelles moins productives.

Finalement, quelques consommateurs et acteurs du développement souhaitent que l'occupation et la valorisation du territoire par l'agriculture soient plus développées en tant que levier pour le développement du territoire : « *[Les agriculteurs] ont un rôle aussi au niveau de la préservation de l'environnement, de la mise en valeur de notre territoire nordique. [...] Ils le font depuis toujours, ça fait qu'ils n'anticipent pas avoir un aussi grand rôle. Puis, je ne sais pas à quel point on leur laisse suffisamment de place, si on les utilise correctement. Je pense qu'on pourrait demander aux agriculteurs d'être encore plus proactifs dans ce rôle-là, mais, en même temps, ils n'ont pas que ça à faire. Ils ont des journées bien chargées.* » (Entretien 3.1)

Plusieurs agriculteurs et acteurs du développement estiment en effet que l'occupation du territoire est un rôle majeur de l'agriculture, si ce n'est sa fonction la plus importante.

4.4 Fonction sociale

Nos résultats suggèrent que la fonction sociale de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine est presque exclusivement associée à l'occupation et à la vitalité du territoire. Cela se manifeste par sa contribution à la densification du tissu social local; par sa participation à la recherche de consensus dans le partage du territoire; et par ses impacts sur la santé de la population et sur la vitalité des municipalités de la MRC.

4.4.1 Occupation du territoire

Les agriculteurs et quelques acteurs du développement soulignent que l'agriculture permet l'occupation des rangs des municipalités, qui seraient autrement déserts. Quelques agriculteurs expliquent que l'ouverture d'une exploitation agricole entraîne l'installation d'une famille d'agriculteurs, ce qui stimule à son tour l'arrivée de nouvelles familles. En effet, comme mentionné dans la partie dédiée à la fonction économique, les exploitations emploient de la main-d'œuvre et collaborent avec beaucoup de professionnels. Ce sont autant de personnes qui habitent le territoire de la MRC : « *[Les agriculteurs] engagent du monde, donc ça amène du monde en région pour travailler dans les entreprises agricoles.* » (Entretien 2.4)

Cependant, les trois types de répondants constatent la diminution du nombre d'agriculteurs sur le territoire au cours des dernières décennies, en lien avec le regroupement des exploitations. Ainsi, les rangs étaient autrefois habités par un plus grand nombre de familles : « *Il y avait une maison par lot, il y avait peut-être bien 50 maisons dans le rang, puis là, on est rendu qu'il y en a quatre. C'est différent. Moi, j'ai vu ça dans ma vie. Ça, c'était dur aussi. Les cultivateurs, il y en avait partout.* » (Entretien 1.7)

En outre, selon quelques personnes réparties dans les trois catégories de répondants, aujourd'hui, les jeunes sont moins intéressés par l'agriculture à cause des conditions de travail qui leur paraissent difficiles (salaire bas, horaires atypiques, nombreuses connaissances exigées).

Une première conséquence est un manque de relève agricole. Un acteur du développement explique que cela participe à l'achat des terres agricoles par des propriétaires étrangers à la région.

Une seconde conséquence est la diminution de la main-d'œuvre locale et l'embauche de travailleurs étrangers temporaires. Ce phénomène est largement constaté par les répondants. Quelques acteurs du développement et une consommatrice évoquent les limites liées à ce phénomène. Ces travailleurs sont difficilement acceptés par la communauté et isolés, tant socialement que géographiquement (peu de moyens de transport). En outre, consommateurs et acteurs du développement expriment leur malaise envers un système qui embauche des personnes étrangères pour effectuer des travaux considérés trop ingrats par la population locale. Ils émettent des doutes sur la moralité et sur la durabilité d'un tel système.

4.4.2 Densification du tissu social

Selon un acteur du développement, l'agriculture permet de rassembler les gens, par exemple autour d'un repas ou lors d'événements. Quelques agriculteurs et acteurs du développement racontent qu'autrefois, les agriculteurs étaient très présents dans le tissu social de la région. Beaucoup d'échanges entre agriculteurs et habitants de la MRC avaient lieu sur le perron de l'église. Plusieurs répondants, dont une majorité d'agriculteurs et d'acteurs du développement, précisent que les agriculteurs étaient particulièrement impliqués dans le développement socioéconomique de la communauté. En effet, les agriculteurs sont aussi des personnes de terrain qui connaissent bien les enjeux du milieu. Cependant, des répondants répartis dans les trois catégories constatent à regret qu'aujourd'hui les agriculteurs sont moins présents dans le tissu social. En effet, ceux-ci sont moins nombreux qu'avant et très occupés

par leur exploitation : « On aimerait peut-être ça les voir plus un peu impliqués socialement dans leur municipalité, mais on comprend le fait qu'ils ont quand même des emplois qui sont demandants. » (Entretien 2.8)

En outre, les lieux et occasions de rencontre se font rares : « Aujourd'hui, on est peu de producteurs. On a rarement des occasions d'échanger, à moins d'en créer nous-même. » (Entretien 1.10)

Ainsi, depuis quelques années, de plus en plus de producteurs feraient l'effort de créer des occasions pour échanger avec la population : « Je trouve qu'il y a ce contact humain, chaleureux des agriculteurs où ils prennent le temps de parler avec les consommateurs, puis de créer un lien. Ça fait que ça, je trouve ça super. Je trouve que de plus en plus ils font vraiment des efforts là-dessus. » (Entretien 3.1)

Un consommateur associe cela à une diversification récente des modèles agricoles au sein de la MRC et au développement d'exploitations à taille plus humaine.

Finalement, les consommateurs montrent également une volonté de se rapprocher des agriculteurs du territoire avec la tendance de l'achat local. La majorité des consommateurs ainsi que quelques agriculteurs et acteurs du développement expliquent que ces échanges permettent un transfert de connaissances entre producteurs et consommateurs. Les consommateurs et deux acteurs du développement soulignent notamment l'importance de l'éducation des enfants à l'alimentation : « Pour moi, justement d'informer ma fille sur ce qu'on mange, ça vient d'où, puis c'est quoi le travail qu'il y a derrière. » (Entretien 3.7)

Selon eux, cet aspect de l'agriculture devrait être renforcé. Avoir une meilleure connaissance des produits consommés permet aussi aux consommateurs de ressentir de la fierté et d'être en accord avec leurs valeurs : « Dépendamment des types de culture, c'est sûr que ça va avoir un rôle social aussi. Quand on peut connaître son maraîcher ou connaître les agriculteurs qui produisent directement notre nourriture, qu'on sait comment ça a été produit, qu'on sait que ça a été fait juste à côté, il y a une fierté un petit peu à avoir ces connaissances-là, puis à consommer ces produits-là. » (Entretien 3.6)

Quelques répondants considèrent que l'agrotourisme est un bon moyen d'éduquer la population.

4.4.3 Recherche de consensus pour le partage du territoire

L'enjeu du partage du territoire entre les différentes activités est évoqué par une majorité d'agriculteurs et par plusieurs acteurs du développement.

Tout d'abord, quelques agriculteurs et acteurs du développement évoquent les plaintes des habitants du territoire par rapport aux dérangements causés par les activités agricoles : bruit, odeurs, circulation de la machinerie agricole sur les routes. Un agriculteur explique que les activités agricoles occupant une grande partie du territoire, les agriculteurs ont donc beaucoup de voisins et potentiellement beaucoup de détracteurs. Un agriculteur et un acteur du développement ajoutent que l'image erronée d'une agriculture bucolique véhiculée par les médias attire des citadins en milieu rural. Toutefois, ceux-ci ne retrouvent pas la tranquillité espérée.

Un acteur du développement explique que le développement de l'industrie touristique accentue les enjeux de cohabitation. L'exemple le plus probant est le passage des motoneiges sur les terres agricoles. Plusieurs agriculteurs expliquent que cela abîme leurs terres et qu'ils ne reçoivent aucune contrepartie, comme si ce droit était acquis. En outre, une productrice explique éviter la venue de personnes sur son exploitation pour la protéger des insectes ravageurs.

Finalement, un acteur du développement estime que les nombreuses réglementations qui protègent les terres agricoles et leur accès créent une distance et une méfiance entre la population et le milieu agricole. Le milieu agricole paraît alors inaccessible pour la population : *« Beaucoup de méfiance. Les agriculteurs ont l'impression que l'autre va venir régler, puis qu'il pourra plus passer dans le trou d'eau. Puis l'autre pense que l'agriculteur va nécessairement vouloir aller détruire le trou d'eau. »* (Entretien 2.9)

4.4.4 Santé de la population

Les agriculteurs et consommateurs souhaitent respectivement produire et consommer des aliments de qualité pour permettre la bonne santé des consommateurs. Les producteurs se soucient aussi de leur propre santé et de celle de leurs descendants. Cela motive la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement : *« Il faut quand même que chaque parcelle de territoire puisse demeurer viable à moyen ou long terme, si on veut que nos arrière-arrière-petits-enfants puissent encore sauter dans la rivière sans s'intoxiquer. »* (Entretien 1.9)

Selon un acteur du développement, l'agriculture doit aussi permettre de réduire les inégalités sociales de santé au sein de la MRC. Pour cela, une production accrue de fruits et légumes ainsi que plus de circuits courts seraient nécessaires.

Finalement, selon un acteur du développement, l'agriculture remplit aussi un rôle de sécurité publique. En effet, l'hiver, les haies brise-vent présentes sur les exploitations retiennent la neige et participent à maintenir les routes plus dégagées.

4.4.5 Vitalité du territoire

Selon quelques consommateurs, l'agriculture participe au développement des milieux en les rendant plus attrayants : *« Ce qui va maintenir Dolbeau-Mistassini le plus longtemps, ça va être le fait qu'il va y avoir des agriculteurs qui vont demeurer dans les paroisses, puis qu'ils vont faire en sorte que là où ils restent, ça peut devenir attrayant pour les citoyens. »* (Entretien 3.2)

Plusieurs agriculteurs et acteurs du développement affirment également que, sans les agriculteurs, les municipalités se videraient et fermeraient : *« Le ciment des régions, c'est l'agriculture. S'il n'y avait pas d'agriculture dans nos régions, il y aurait une dévitalisation très importante, surtout dans des MRC comme Maria-Chapdelaine. »* (Entretien 2.6)

« L'agriculture, ça fait naître une municipalité, puis ça la maintient. » (Entretien 2.6)

Un agriculteur et un acteur du développement précisent que c'est un certain modèle de l'agriculture qui permet de revitaliser le territoire, un modèle qui exclut l'agriculture industrielle. Des acteurs du développement expliquent que ce dynamisme associé aux activités agricoles entraîne une utilisation accrue des services (santé, éducation). Cela permet de maintenir une offre diversifiée pour l'ensemble de la population : *« Je pense que, si on enlevait l'agriculture, il y a énormément d'écoles qui fermeraient, puis on serait tout simplement une région ressource. »* (Entretien 2.6)

4.5 Fonction culturelle

Pour plusieurs agriculteurs, il est compliqué d'associer une fonction culturelle à l'agriculture. Cependant, pour quelques acteurs du développement, cette fonction est plus évidente et très importante. Cela s'observe dans le patrimoine, dans le terroir et l'identité culinaire ainsi que dans l'identité culturelle.

4.5.1 Les terres agricoles comme patrimoine

Quelques consommateurs et agriculteurs associent l'histoire de la colonisation de la région au développement de l'agriculture. Les terres agricoles ont été transmises de génération en génération. Ainsi, selon un acteur du développement, l'agriculture, par le lien à la terre, permet de renouer avec ses origines. D'ailleurs, plusieurs acteurs du développement et agriculteurs constatent l'attachement des agriculteurs aux terres défrichées par leurs ancêtres. Ainsi, les agriculteurs sont attristés par l'abandon et par le retour à l'état de friche de certaines de ces terres : « *Des terres qui ont été défrichées voilà pas si longtemps par nos aïeux, et qui 60 ans, même pas 100 ans après, sont redevenues en friche parce que les producteurs ont quitté. Donc, ça, c'est évidemment triste.* » (Entretien 1.10)

Un acteur du développement explique que cet attachement aux terres agricoles amène les agriculteurs à s'opposer aux projets de reboisement des terres dans le cadre de l'obtention de crédits-carbone, ce qui est un peu contreproductif : « *Il y en a qui disent, oui, mais nos grands-pères ont défriché ça; ton grand-père avait rien que ça à défricher. C'était de la survie. Il n'y a pas grand-chose à faire avec ces sols-là.* » (Entretien 2.5)

Finalement, un acteur du développement explique qu'aujourd'hui, les jeunes ont un attachement différent aux terres agricoles. Ils sont plus éduqués, voyagent plus et donc côtoient plus de diversité. Ainsi, ils sont moins attachés aux frontières et entretiennent moins de rivalité entre les territoires, par exemple entre les MRC du Lac-Saint-Jean.

4.5.2 Terroir et identité culinaire

Selon quelques acteurs du développement, l'agriculture a un rôle culturel par la mise en valeur du terroir et par la création d'une identité culinaire. Un acteur du développement affirme que, lorsqu'un territoire possède un terroir, les retombées sociales sont très importantes. La population a un sentiment d'appartenance : « *On a des forces sur notre territoire qu'on peut exploiter, un terroir pour créer une identité, puis ça a des retombées sociales énormes. Quand tu t'identifies à quelque chose, quand tu as un sentiment d'appartenance, tout le reste suit.* » (Entretien 2.9)

En outre, un autre acteur du développement explique que, si un agriculteur prend conscience de la particularité de sa production comme faisant partie d'un terroir, il prendra davantage conscience des impacts de ses pratiques sur l'environnement et sur la qualité de sa production. Sans mentionner la notion de terroir, les agriculteurs suggèrent que l'environnement favorable de la MRC de Maria-Chapdelaine (bonne qualité de l'eau, de l'air, des sols, orientations des vents) permet d'obtenir une production de qualité. Cependant, les atouts naturels du territoire, par exemple son climat nordique, ne seraient pas assez exploités par les activités agricoles : « *Plutôt que dire on n'a pas ça, on n'a pas la météo, mais miser sur ce qu'on a de différent, justement. Comme exemple, avec la mouche du bleuet, on est quand même une zone protégée. Même chose pour la pomme de terre, tu sais, comme l'innocuité qu'on peut avoir grâce à ça. Se servir de toutes ces forces-là pour avoir une espèce de fonction identitaire.* » (Entretien 2.9)

D'ailleurs, un agriculteur rappelle que les changements climatiques sont un danger pour la spécificité nordique des productions locales. En effet, l'augmentation des températures entraîne par exemple l'arrivée d'insectes ravageurs ou de plantes envahissantes.

Par ailleurs, selon quelques agriculteurs, le tourisme permet de mettre en valeur le patrimoine agricole et culinaire du territoire. Plusieurs consommateurs et agriculteurs évoquent les festivals qui ont lieu sur le territoire, tels que le Festival du bleuet de Dolbeau-Mistassini ou le Festival de la gourgame d'Albanel : « *Dans ces festivals-là, on met quand même de l'avant les produits. Au Festival de la gourgame, il va y avoir une soupe*

aux gourganes, il va y avoir des produits à base de ça. Festival du bleuet : même chose, il va y avoir des tartes aux bleuets, il va y avoir des produits dans ce sens-là. » (Entretien 3.8)

Cependant, un agriculteur estime que ces festivals ne valorisent pas assez l'agriculture du territoire : *« Des festivités, mais qui soulignent pas ou qui présentent pas en fait la profondeur de la thématique. Longtemps a été un Festival de la gourgane où on ne voyait même pas de gourganes. C'est la même chose pour le bleuet. »* (Entretien 1.11)

Le bleuet est sûrement la composante majeure de cette identité culinaire régionale. En effet, un agriculteur affirme qu'autrefois, la population cueillait les bleuets pour avoir un revenu supplémentaire, alors qu'aujourd'hui ces cueilleurs s'inscrivent également dans une volonté de créer une identité culinaire. Quelques consommateurs et acteurs du développement rappellent l'importance du bleuet dans la culture locale et la fierté que cela génère chez les habitants. Les bleuets sont représentés sur les panneaux indiquant le nom des rues. Ils ont donné leur nom au circuit cyclable qui fait le tour du lac Saint-Jean : la Véloroute des Bleuets. Un acteur du développement évoque l'effervescence pendant la période de cueillette des bleuets : *« C'est le temps des bleuets puis les photos de profil de tout le monde sur Facebook, c'est des bleuetières. [...] Tout le monde parle de cueillette de bleuets en ce moment; c'est culturellement très présent. »* (Entretien 2.9)

Des consommateurs expliquent que leurs proches vivant à l'extérieur de la région se déplacent spécialement pour cueillir les bleuets.

Finalement, selon quelques acteurs du développement, l'identification du terroir et sa mise en valeur à travers une identité culinaire doivent davantage être développées. Ce retard serait lié à l'occupation par les allochtones du territoire de la MRC, qui serait relativement récente.

4.5.3 Identité culturelle

Quelques acteurs du développement expliquent que l'agriculture permet à la population de développer un sentiment d'appartenance, par exemple par la connaissance des produits consommés et par l'identification d'un terroir : *« C'est important pour les gens de comprendre qu'est-ce qu'ils mangent pour sentir leur sentiment d'appartenance envers les producteurs agricoles. »* (Entretien 2.3)

En outre, un agriculteur affirme qu'en modifiant et en valorisant le paysage avec son activité de production de bleuets, il a renforcé son sentiment d'attachement au territoire. Cependant, quelques agriculteurs et acteurs du développement expliquent que, lorsque les terres agricoles sont possédées par de grandes entreprises ou par des propriétaires qui ne résident pas à proximité, alors ceux-ci sont moins attachés au territoire, avec des répercussions négatives sur les différents aspects du développement du territoire.

4.6 Fonction de gouvernance

Au cours des différentes entrevues est apparue une fonction de l'agriculture ignorée par la littérature : la fonction de gouvernance. Elle s'exprime par l'implication politique des agriculteurs et par le pouvoir sur les décisions locales, qui vient avec la possession des terres agricoles.

4.6.1 Implication politique des agriculteurs

Agriculteurs, acteurs du développement et quelques consommateurs mentionnent l'implication politique des agriculteurs pour le développement du milieu, que ce soit dans des organisations à l'échelle de la municipalité, de la MRC ou de la région. Ainsi, les agriculteurs auraient une bonne connaissance des enjeux du milieu et seraient capables de les porter dans une sphère politique. Plus précisément, un

acteur du développement perçoit l'agriculture comme un levier pour la mise en place de la politique de développement durable de la MRC.

Selon quelques acteurs du développement, historiquement, les agriculteurs étaient très impliqués au sein des conseils municipaux, des conseils d'administration de caisses populaires ou d'autres organismes. Un agriculteur ajoute qu'autrefois le maire ou la mairesse était souvent agriculteur. Quelques répondants observent l'affaiblissement de cet engagement politique. Ils expliquent cela par la diminution du nombre d'agriculteurs et par l'augmentation de leur charge de travail. Ainsi, un agriculteur souligne la sous-représentation de ceux-ci au sein des conseils municipaux et la diminution de leur influence. Pour contrer cela, un agriculteur propose que des agriculteurs soient rémunérés pour assister aux assemblées locales.

4.6.2 Pouvoir sur les décisions par la possession des terres

Un agriculteur explique craindre l'acquisition et la possession des terres agricoles par des grandes entreprises nationales et internationales dont les propriétaires ne résident pas dans la région. Cela aurait des impacts sur le contrôle et la gestion du territoire. Deux acteurs du développement précisent que, lorsque les entreprises agricoles sont locales, la prise de décision est facilitée : « *Si c'est des entreprises locales qui sont propriétaires du sol, qui y habitent, je ne sais pas si c'est de la souveraineté, mais ça nous permet un peu de décider pour nous. On a une meilleure prise de décision, on a un meilleur pouvoir quant à ce qui peut se faire sur notre territoire. C'est un peu plus démocratique; on a une plus grande voix au chapitre, je pense.* » (Entretien 2.5)

En outre, il est plus aisé pour les élus d'interagir avec des entreprises locales et ainsi de traiter les enjeux spécifiques au territoire : « *Si c'est de grands producteurs qui arrivent des grands centres ou d'autres pays, la discussion n'est plus la même; on n'est plus dans les mêmes enjeux.* » (Entretien 2.8)

5. Discussion

Dans cet article, nous souhaitons présenter les principaux résultats de notre étude portant sur la MFA dans la MRC de Maria-Chapdelaine. Plus précisément, à partir du cadre théorique de la multifonctionnalité de Wilson (2007, 2009) et dans une perspective de système alimentaire territorialisé, nous avons dégagé les principales fonctions passées, actuelles et souhaitées de l'agriculture identifiée par les agriculteurs, par les consommateurs et par les acteurs du développement de la MRC.

Nos résultats apportent une contribution significative à la recherche sur le sujet, d'abord en interpellant trois types de participants au cœur du système alimentaire territorial de la MRC de Maria-Chapdelaine, ce qui nous permet de comparer les perceptions et de faire des liens entre elles. Ensuite, ces résultats viennent enrichir et clarifier les principales fonctions déjà identifiées dans la littérature, en plus d'en proposer une nouvelle.

Nos résultats permettent aussi de constater que la notion de rôle ou de fonction de l'agriculture est difficile à comprendre par la majorité des répondants, tous types confondus, à l'instar de ce qui a déjà été observé ailleurs dans de précédentes recherches (Mundler et Ruiz, 2015). Les participants observent bien des fonctions de l'agriculture dans leur quotidien, mais ils éprouvent de la difficulté à les classer dans les catégories que nous leur avons proposées (économique, culturelle, environnementale, de production, etc.). De même, l'échelle d'action de ces fonctions n'est pas toujours évidente, entre la ferme, la municipalité, la MRC ou la région. Par contre, assez peu de fonctions ont été relatées dans les plus grandes échelles (nationale et mondiale).

Les participants ont tout de même fait preuve d'appropriation du concept de MFA en proposant une nouvelle fonction ou un nouveau nom à une fonction déjà connue. Par exemple, la fonction de gouvernance, identifiée à plusieurs reprises dans les entretiens, mais largement absente de la littérature sur le sujet. Ou encore la fonction de production, renommée à plusieurs reprises « fonction alimentaire », qui précise la fonction de « nourrir le monde ». En effet, le terme *production* semble servir plusieurs fins : nourrir la population, mais aussi se dégager un revenu/générer des bénéfices. Ainsi, la production intervient sur le plan de l'alimentation, de l'économie et de l'environnement (impacts des pratiques agricoles). Bref, la fonction de production, comme le propose Lang (2001), regroupe un aspect alimentaire et non alimentaire. Dans le cas de la MRC de Maria-Chapdelaine, hormis quelques mentions en lien avec l'industrie forestière locale, la production non alimentaire est pour ainsi dire absente du discours des participants.

Sans grande surprise, des différences de perceptions sur la MFA s'observent en fonction du type de participants. Ainsi, les consommateurs évoquent plus longuement les fonctions sociale et environnementale. Sur le plan social, le thème du transfert de connaissances (notamment l'éducation des enfants) est largement abordé par les consommateurs interviewés, mais plus succinctement par les agriculteurs et par les acteurs du développement. Sur le plan environnemental, les consommateurs dépeignent un tableau plutôt négatif. Ils ont généralement conscience des efforts effectués par les agriculteurs, mais estiment que ce n'est pas suffisant. Les agriculteurs insistent plutôt sur leur sensibilité à l'environnement, sur l'évolution de leurs pratiques dans ce sens et sur les façons dont l'agriculture peut être bénéfique pour l'environnement. De toute évidence, il y a des mises en dialogue à faire à cet égard, car les perceptions entre les deux types de participants sont très différentes.

De même, les consommateurs sont ceux qui apportent le moins d'informations sur les différentes fonctions de l'agriculture sur le territoire. On remarque que cet écart est particulièrement important concernant la fonction économique. Les consommateurs mentionnent l'importance de l'agriculture pour l'économie du territoire, mais n'identifient pas les mécanismes précis. Cela peut s'expliquer par le fait que la fonction économique est moins visible sur le territoire que ses fonctions environnementales et sociales; du moins, pour des personnes moins directement impliquées dans les activités agricoles.

Par ailleurs, et c'est un constat assez parlant de la déterritorialisation de l'agriculture évoquée par de nombreuses voix (dont Desrosiers-Côté et Doyon, 2018), la plupart des consommateurs ont de la difficulté à distinguer l'agriculture de la MRC de l'agriculture réalisée à l'extérieur de la MRC (au Québec, au Canada, dans le monde). En clair, ils ont de la difficulté à identifier ce qui est produit dans la MRC, mais aimeraient en savoir davantage. Cela constitue probablement une autre piste intéressante de dialogue entre ces deux types d'acteurs de la MRC.

Au sein des acteurs du développement, le niveau d'aisance avec l'agriculture en général et la MFA de façon plus particulière est plutôt variable, ce qui s'explique par le fait que cette catégorie de participants est constituée d'intervenants d'horizons divers : élus, agronomes, intervenants en agroalimentaire, agents de développement, etc. Par exemple, on observe que les élus possèdent peu de connaissances sur les enjeux que rencontre l'agriculture sur le territoire, tandis que ceux qui sont les plus proches de l'agriculture (p. ex., agronomes, représentants de l'agroalimentaire) ont des propos très proches de ceux des agriculteurs.

Nos résultats suggèrent de façon assez convaincante qu'il existe une variation des fonctions de l'agriculture avec les changements d'échelle, de temps et d'espace. Par exemple, à l'échelle de la MRC, la fonction de production alimentaire de l'agriculture est jugée relativement faible, en ce sens que le territoire seul ne peut subvenir aux besoins de la population locale. On peut imaginer qu'à l'échelle du Québec et même du Canada, cette fonction alimentaire est plus importante. Assez intéressant, et cela

vaut pour l'ensemble des fonctions, l'échelle régionale est généralement absente du discours des participants, sauf peut-être pour l'occupation du territoire des régions éloignées. Nos résultats ne nous permettent pas d'affirmer que cela est un déni de l'échelle régionale. Il semble plus probable que les échelles locale et régionale se confondent, notamment par l'entité MRC, qui est à la frontière des deux.

Ensuite, l'analyse du discours des répondants en fonction de leur âge évoque trois périodes d'évolution de l'agriculture, avec leurs spécificités : l'agriculture vivrière, antérieure à la Seconde Guerre mondiale (participants de 70 ans et plus); l'agriculture intensive, postérieure à la Seconde Guerre mondiale (participants de 50 à 60 ans); et la phase de diversification actuelle des modèles agricoles (participants de 49 ans et moins). Durant ces trois périodes, les fonctions de l'agriculture sont différentes et dépendent aussi, toujours selon le discours de participants, des méthodes utilisées pour produire des denrées alimentaires. Ce sont surtout les fonctions sociales et de production alimentaire qui sont touchées par ces variations temporelles. En cela, notre étude semble confirmer que le cadre théorique de la MFA de Wilson (2007, 2009) est bien adapté à la compréhension de cette notion sur le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Sur un autre aspect, nos résultats suggèrent que certaines fonctions interagissent négativement, notamment la fonction économique avec les autres fonctions. C'est surtout le manque de temps, crucial dans une perspective de rentabilité économique, qui semble avoir des impacts négatifs sur les autres fonctions. Par exemple, la fonction économique influencerait négativement la fonction environnementale, en ce sens que des pratiques respectueuses de l'environnement nécessitent plus de temps et sont plus coûteuses, tandis que l'agriculture conventionnelle nécessite moins de temps.

Un autre exemple nous est fourni avec la dyade des fonctions économique/sociale. Le manque de temps et la nécessité de produire toujours plus pour augmenter les marges bénéficiaires font en sorte que l'agriculture s'éloigne des consommateurs et restreint ses interactions avec eux.

Un dernier exemple concerne plutôt les fonctions économiques/de gouvernance, en ce sens que les agriculteurs ont de moins en moins de temps pour s'impliquer dans les différentes instances politiques locales, réduisant ainsi la portée du message provenant du secteur de l'agriculture.

De façon générale, le discours des participants tend à renforcer l'idée que, puisque l'agriculture est une activité fortement ancrée dans le territoire, elle est capable de participer de multiples façons au développement du territoire. Plusieurs répondants reconnaissent ce potentiel et affirment qu'il n'est pas suffisamment exploité. En ce qui concerne la façon concrète dont l'agriculture peut devenir un levier de développement pour le territoire, les opinions sont plus divergentes. Certains sont favorables à l'agrotourisme ou à une utilisation partagée des terres agricoles (p. ex., le tourisme hivernal avec les motoneiges), tandis que d'autres sont moins ouverts à cette option. À nouveau, nous estimons que cet aspect de la cohabitation de différentes activités issues de la reconnaissance de la MFA est une autre façon d'engager le dialogue entre les différents acteurs du territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Conclusion

Notre étude a permis de mieux cerner les diverses fonctions de l'agriculture de la MRC de Maria-Chapdelaine à partir de la perspective de différents types de participants. Nos résultats suggèrent une grande variabilité selon le type de participants, l'échelle et le temps, mais nous notons que ces mêmes participants connaissent leurs limites quant à leurs connaissances de la réalité des uns et des autres et souhaitent, pour une large partie, réduire cet écart. À notre avis, cela témoigne de façon assez certaine que la MRC de Maria-Chapdelaine s'est engagée vers le pôle non productiviste du modèle de Wilson (2007), en cela que les « autres » fonctions de l'agriculture sont de plus en plus reconnues par les

différents acteurs de la MRC. Certes, le chemin à parcourir est encore long, mais les différents participants semblent déterminés à travailler ensemble pour une meilleure (re)connaissance de la MFA locale.

Limites

Malgré ses apports évidents, la recherche comporte certaines limites.

La première limite concerne nos outils de collecte de données. À notre avis, les questions des guides d'entretien de recherche étaient trop normatives. Avec le recul, il aurait été souhaitable de ne pas interroger les personnes sur les fonctions de l'agriculture à partir de catégories prédéterminées (fonctions économique, culturelle, sociale, de production, environnementale). Raisonnablement, on peut penser que celles-ci ont influencé les réponses des participants et il est possible que ceux-ci aient omis de nommer d'autres fonctions non associées à ces catégories.

Une autre limite concerne notre méthode d'échantillonnage et de recrutement. Les échantillons basés sur le volontariat ou de convenance font en sorte d'attirer des types de participants déjà préoccupés ou intéressés par le sujet traité – ici, la MFA –, ce qui a nécessairement influencé les réponses.

Enfin, notre étude qualitative ne permet pas d'évaluer le poids des fonctions par rapport à d'autres, seulement d'en valider l'existence à partir du point de vue des participants.

Perspectives de recherche

Nous croyons que le champ des sciences et études régionales est tout à fait indiqué pour la réalisation d'études semblables, de par son ancrage territorial évident. Par contre, les équipes de recherche gagneraient probablement à être diversifiées en regard d'apport disciplinaire, notamment en intégrant des chercheurs des sciences économiques, politiques et fondamentales (sciences de l'environnement). Il serait alors plus facile de mieux saisir toute la subtilité de ce très vaste sujet qu'est la MFA et de mieux comprendre comment les différentes fonctions interagissent.

RÉFÉRENCES

- Aumand, A., Barthélemy, D., Caron, P., Hadyńska, A., Hadyński, J., Hediger, W., Le Cotty, T., Roep, D., Oostindie, H., Reig, E. et Sabourin, E. (2005). *Définitions, références et interprétations of the concept of multifunctionality and its contributions to a sustainable development: Synthesis of country reports*. Global Change and Ecosystems et Multiagri Project. https://agritrop.cirad.fr/539887/1/document_539887.pdf
- Cairol, D., Coudel, E. et Caron, P. (2006). Multifonctionnalité et développement durable des territoires ruraux en Europe : état des lieux et perspectives de recherche. *Sciences Eaux et Territoires, Spécial Ingénieries-EAT-23*, 189-200. <https://revue-set.fr/article/view/6191>
- Cayre, P., Dépigny, S. et Michelin, Y. (2004). Multifonctionnalité de l'agriculture : quelle motivation de l'agriculteur? *Cahiers de la multifonctionnalité*, 5, 31-41. https://www.researchgate.net/publication/283922268_Multifonctionnalite_de_l'agriculture_quelle_motivation_de_l'agriculteur
- Clark, J. (2006). The institutional limits to multifunctional agriculture: Subnational governance and regional systems of innovation. *Environment and Planning: Government and Policy*, 24(3), 331-349. <https://doi.org/10.1068/c053>
- Compton-Lilly, C. (2013). Case studies. Dans A. A. Trainor et E. Graue (dir.), *Reviewing qualitative research in the social science* (p. 54-65). Routledge.
- Décary-Gilardeau, F. (2011). *Le rôle de l'État et la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise : la perspective des acteurs sociaux* [Mémoire de maîtrise, UQAM]. Archipel. <https://archipel.uqam.ca/4567/1/M12311.pdf>

- Desrosiers-Côté, M. et Doyon, M. (2018). L'incidence des plans de développement de la zone agricole (PDZA) sur la sociabilité et les représentations agricoles : les cas des MRC d'Antoine-Labelle et des Sources. *Cahiers de géographie du Québec*, 62(176), 277-295. <https://doi.org/10.7202/1063107ar>
- Doucet, C. (2020). *Modèle agricole territorial : nouveaux rapports entre agriculture, société et territoire*. PUQ.
- Handfield, M. (2010). La reconnaissance, la valorisation et la rétribution de la multifonctionnalité de l'agriculture : quelle incidence sur la transmission et la pérennisation des fermes familiales? Dans B. Jean et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux : enjeux théoriques et d'action publique* (p. 137-154). GRIDEQ et CRDT. https://semaphore.uqar.ca/id/eprint/466/1/LA_MULTIFONCTIONNALITE.pdf
- Harris, D. R. et Fuller, D. Q. (2014). *Agriculture: Definition and overview*. Dans C. Smith (dir.), *Encyclopedia of global archaeology* (p. 104-113). Springer. https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/1429869/1/Harris_Fuller_AAM.pdf
- Jean, B. (1997). *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité* (Tome 1). PUQ. <https://doi.org/10.2307/j.ctv18phfzc>
- Lang, C. (2001). Ouvrir l'exploitation sur les services. *Travaux et Innovations*, (75).
- Lincoln, Y. S., Lynham, S. A. et Guba, E. G. (2011). Paradigmatic controversies, contradictions, and emerging confluences, revisited. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *The SAGE handbook of qualitative research* (4^e éd., p. 97-128). SAGE.
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). (2011). *Nos territoires : y habiter et en vivre – Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016*. Gouvernement du Québec. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2098749>
- Moine, A. et Sorita, N. (2015). *Travail social et territoire : concept, méthode et outils*. Presses de l'ÉHESP.
- Mollard, A. (2003). Multifonctionnalité de l'agriculture et territoires : des concepts aux politiques publiques. *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 66, 27-54. <http://dx.doi.org/10.3406/reae.2003.1705>
- MRC de Maria-Chapdelaine. (2020). *Plan de développement des activités agricoles de la MRC de Maria-Chapdelaine 2020-2025*. https://mrcdemaria-chapdelaine.ca/medias/2021/09/PDAA-2020-2025_Synthese.pdf
- Mundler, P. (2010). La multifonctionnalité de l'agriculture : enjeux théoriques et d'arbitrage entre politiques sectorielles et politiques territoriales. Dans B. Jean et D. Lafontaine (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux : enjeux théoriques et d'action publiques* (p. 25-48). GRIDEQ et CRDT.
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les zones d'intensification agricole et sous forte influence urbaine*. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Gouvernement du Québec. https://agriculture-et-territoires.fsa.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/Recherche/Axe_Multifonctionnalite_et_gouvernance/Mundler_Ruiz_MFA_RapportFinal_BasseResolution_MARS2015.pdf
- Organisation de coopération et du développement économiques (OCDE). (2001). *Multifonctionnalité : élaboration d'un cadre analytique – Agriculture et alimentation*. <https://doi.org/10.1787/9789264192171-en>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2007). *The roles of agriculture in development: Policy implications and guidance*. <https://www.fao.org/3/a1067e/a1067e.pdf>
- Ouellet, F. et Saint-Jacques, M.-C. (2000). Les techniques d'échantillonnage. Dans R. Mayer, F. Ouellet, M.-C. Saint-Jacques et D. Turcotte (dir.), *Méthode de recherche en intervention sociale* (p. 71-90). Gaëtan Morin.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3^e éd.). Arman Colin.
- Parent, D. (2013). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural. Dans J. Ruiz et G. Domon (dir.), *Agriculture et paysage : aménager autrement les territoires ruraux* (p. 129-136). GRIDEQ et CRDT. https://semaphore.uqar.ca/id/eprint/466/1/LA_MULTIFONCTIONNALITE.pdf
- Ploeg, J. D. van der et Roep, D. (2003). Multifunctionality and rural development: The actual situation in Europe. Dans G. van Huylenbroek et G. Durand (dir.), *Multifunctional agriculture: A new paradigm for European agriculture and rural development* (p. 37-53). Ashgate. https://www.researchgate.net/publication/258375349_Multifunctionality_and_rural_development_the_actual_situation_in_Europe#fullTextFileContent
- Portney, L. G. (2020). *Foundations of clinical research: applications to practice* (4^{ème} édition). F.A. Davis.

- Ragkos, A., Theodoridis, A. et Batzios, C. (2015). Public awareness concerning the multifunctionality of Cypriot agriculture. *Agriculture and Agricultural Science Procedia*, 4, 147-157. <https://doi.org/10.1016/j.aaspro.2015.03.018>
- Réseau québécois de recherche partenariale. (2007). *La recherche partenariale : le modèle de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS*. ARUC-ÉS et RQRP-ÉS. <https://depot.erudit.org/id/004222dd>
- Rieutort, L. (2009). Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture. *L'Information géographique*, 73(1), 30-48. <https://doi.org/10.3917/lig.731.0030>
- Stake, R. E. (1995). *The art of case study design*. SAGE.
- Stoessel-Ritz, J. (2017). Agriculture et lien social : travailler la terre et produire des transactions sociales pour le bien commun. Dans P. Hamman (dir.), *Ruralité, nature et environnement : entre savoirs et imaginaire* (p. 149-180). Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.hamma.2017.01.0149>
- Torre, A. et Filippi, M. (2005). Les mutations à l'œuvre dans les mondes ruraux et leurs impacts sur l'organisation de l'espace. Dans M. Filippi et A. Torre (dir.), *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux* (p. 1-36). Quæ. <https://doi.org/10.3917/quæ.torre.2005.01.0001>
- Wilson, G. A. (2007). *Multifunctional agriculture: A transition theory perspective*. Cromwell Press.
- Wilson, G. A. (2009). The spatiality of multifunctional agriculture: A human geography perspective. *Geoforum*, 40(2), 269-280. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2008.12.007>
- Yin, R. K. (2018). *Case study research: Design and methods* (5^e éd.). SAGE.